

LES “FAITS ALTERNATIFS” COMME NOUVELLE ARME DE COMMUNICATION DE LA PRÉSIDENTENCE BAHİ ?

L'intersyndicale de l'UFC (FERC Sup CGT, SNPRES FO, SUD Education, SNASUB FSU, SNESUP FSU, AMEB Solidaires Etudiant.e.s, UNEF) exprime sa stupéfaction quant au [communiqué de la CPU](#) (conférence des présidents d'université) du 17 février 2017.

Ce texte surréaliste « condamne fermement les manifestations de “violences physiques et psychologiques” dont ont été victimes les membres du conseil d'administration de l'université de Franche-Comté ».

Face à ces mensonges éhontés propagés par la présidence de l'UFC, nous vous communiquons [cette photo](#) prise pendant la soi-disant séquestration pour mesurer qu'il ne régnait alors aucun climat de violence.

En vous mettant en garde quant à son caractère très choquant, nous vous invitons ensuite à visionner la [vidéo de l'évacuation](#) par la police des jeunes manifestant.e.s hors de la salle du conseil. Vous noterez incidemment comment ont été traités les journalistes et vous verrez Monsieur le Directeur général des Services ouvrir les portes de la maison de l'université aux policiers mais la refermer aux journalistes.

Enfin, nous vous invitons à prendre connaissance du [témoignage de l'élue de la FAGE](#) (dénommée BAF à Besançon), présente au moment des faits, contrairement au président Jacques Bahi.

Les militant.e.s et sympathisant.e.s du syndicat AMEB Solidaires Etudiant.e.s ont payé très cher leur action de la Saint-Valentin 2017. Au-delà des séquelles physiques, qui finiront par s'estomper, nous nous inquiétons des répercussions psychologiques d'une telle campagne de haine et de diffamation par une institution qui est censée les instruire, les former à l'esprit critique et aussi les protéger.

Le conseil d'administration annulé du 14 février a été reporté au 27 février à 9h30. Il se déroulera au rectorat (10 rue de la Convention), sans doute en raison des dégradations importantes commises par le président dans la salle du conseil, par police interposée.

Nous appelons à un

rassemblement pacifique devant le Rectorat, le 27 février à partir de 9h00

pour exiger

- la démission de Jacques Bahi
- le rétablissement de la vérité des faits
- l'abandon de toute poursuite et mesure disciplinaire contre les “19 de la Saint-Valentin”

Des préavis de grève vont être déposés.

UFC : LA SÉLECTION
A DÉJÀ COMMENCÉ

FOUTEZ CEUX-LÀ
EN CABANE!



